

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le

Rapport de l'Inspection des installations classées Visite d'inspection du 11/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAFETY-KLEEN FRANCE

65 avenue Jean Mermoz
93120 La Courneuve

Références : D3i n° 2023-473
Code AIOT : 0005704692

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/05/2023 dans l'établissement SAFETY-KLEEN FRANCE implanté 68, rue des Côteaux ZONE INDUSTRIELLE 51140 MUIZON. L'inspection a été annoncée le 21/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a diligenté une visite suite à l'incident du 20/04/2023. Lors des opérations de regroupement des déchets issus des services assurés par la société, une réaction chimique s'est produite, et un dégagement gazeux a eu lieu. L'opérateur a alors décidé de fermer le contenant, ce qui a engendré son gonflement. Les services du SDIS ont alors été appelés par les opérateurs. La réaction chimique a rapidement été maîtrisée. L'incident n'a pas eu d'impact environnemental.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAFETY-KLEEN FRANCE
- 68, rue des Côteaux ZONE INDUSTRIELLE 51140 MUIZON
- Code AIOT : 0005704692
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation est autorisée à effectuer des opérations de regroupement de déchets dangereux ou contenant des substances dangereuses sous la rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, par l'arrêté préfectoral n° 2018-APC-37-IC du 12/04/2018.

La société SAFETY KLEEN met à disposition de ses clients des systèmes de nettoyage type évier. Elle en assure l'entretien, la recharge en produits chimiques et l'évacuation des déchets. Elle regroupe ensuite ces déchets dans ses centres avant transfert vers un centre de traitement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- incident du 20/04/2023

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Déclaration et rapport	Arrêté Préfectoral du 12/04/2018, article 2.2.1	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
3	Conception et exploitation des installations d'entreposage internes...	Arrêté Préfectoral du 12/04/2018, article 3.1.3	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
4	Propreté de l'installation	Arrêté Préfectoral du 12/04/2018, article 4.1.4	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 12/04/2018, article 4.2.4	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	Rétentions et confinement	Arrêté Préfectoral du 12/04/2018, article 4.4.1	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
8	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 12/04/2018, article 4.5.4	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Liste des installations	Arrêté Préfectoral du 12/04/2018, article 1.2.1	/	Sans objet
7	Vérification périodique et maintenance des équipements	Arrêté Préfectoral du 12/04/2018, article 4.5.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que la situation accidentelle a été gérée et n'a pas eu d'impact environnemental.

Lors de la visite du site, il est relevé des écarts mineurs nécessitant la mise en place d'actions correctives.

L'inspection propose de demander à l'exploitant la mise en place des actions correctives pour faire cesser les non-conformités relevées par une lettre préfectorale. Les éléments d'appréciation devront être transmis à l'inspection sous des délais contraints.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2018, article 1.2.1
Thème(s) : Produits chimiques, volume de déchets autorisé sur site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : rubrique 2718-1: 20,68 tonnes de volume autorisé
Constats : Le jour de la visite, un état des stocks a été présenté. Celui-ci n'appelle pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Déclaration et rapport

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2018, article 2.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, incident auto-échauffement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : Par courrier en date du 28/04/2023, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées que des prélèvements avaient été réalisés sur le lot de déchets, objet de l'accident du 20/04/2023. Ces prélèvements ont été envoyés en analyse dans un laboratoire. A ce jour, l'exploitant n'a transmis aucune analyse de l'accident du 20/04/2023.
<u>Proposition de l'inspection:</u> L'inspection propose que l'exploitant lui transmette le rapport d'incident sous un délai de 15 jours.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Conception et exploitation des installations d'entreposage internes...

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2018, article 3.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, stockage in situ
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.
Constats : Le jour de la visite, il est constaté que le stockage des bidons de déchets se fait au dessus et/ou à cheval du muret constituant la rétention. En cas de déversement accidentel, les produits s'écouleraient en dehors de la zone de rétention.
<u>Proposition de l'inspection:</u> L'inspection propose que l'exploitant lui transmette un reportage photographique de l'organisation de la zone de rétention permettant d'apprécier que les bidons ne sont plus au dessus et/ou à cheval du muret constituant la rétention, sous un délai de 15 jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Propreté de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2018, article 4.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, propreté extérieure du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.
Constats : Le jour de l'inspection, il est constaté que les extérieurs (voie d'accès à l'entreprise voisine) ne sont pas correctement entretenus. Il y est visible de la peinture mélangée à de la terre.
<u>Proposition de l'inspection:</u> L'inspection propose que l'exploitant lui transmette un reportage photographique permettant d'apprécier le nettoyage des parties extérieures du site, sous un délai de 15 jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2018, articles 4.2.3 et 4.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, accessibilité des dispositifs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">• article 4.2.3 <p>Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute d'un dispositif d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrulés dégagés en cas d'incendie.</p> <ul style="list-style-type: none">• article 4.2.4 <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'un système de détection automatique d'incendie ;- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.- d'un réseau public ou privé implanté de telle sorte que tout point du bâtiment se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures. <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel.</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
Constats : <p>Sur site, il est constaté que:</p> <ul style="list-style-type: none">- certains extincteurs ne sont pas accessibles;- la douche est non utilisable en cas de déversement accidentel et de projection car encombrée;- la commande du désenfumage est très éloignée des portes de secours et de la porte principale de l'atelier, ce qui la rend difficilement utilisable en cas d'incendie. <p><u>Proposition de l'inspection:</u></p> <p>L'inspection propose que l'exploitant lui transmette un reportage photographique permettant d'apprécier que les extincteurs et la douche sont accessibles en permanence, sous un délai de 15 jours.</p> <p>Enfin, l'exploitant devra démontrer que la commande de désenfumage est conforme aux normes en vigueur. Dans le cas où celle-ci ne répond pas aux normes en vigueur, elle devra être déplacée. L'exploitant devra transmettre tous les éléments permettant d'attester de la mise en œuvre de cette mesure, sous un délai d'un mois.</p>
Observation: <p>Le jour de la visite, il est constaté que les portes de secours sont fermées à clé depuis l'intérieur du bâtiment. Il est rappelé à l'exploitant que les portes de secours doivent répondre à l'article R4227-6 du code du travail :</p> <p>« Les portes obéissent aux caractéristiques suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none">1° Les portes susceptibles d'être utilisées pour l'évacuation de plus de cinquante personnes s'ouvrent dans le sens de la sortie ;2° Les portes faisant partie des dégagements réglementaires s'ouvrent par une manœuvre simple ;3° Toute porte verrouillée est manœuvrable de l'intérieur dans les mêmes conditions qu'au 2° et sans clé. »

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Rétentions et confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2018, article 4.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, stockage in situ
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.</p> <p>[...]</p> <p>V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, il est constaté que la barrière permettant de mettre le site sur rétention est ouverte alors même qu'il n'y a pas d'activité.</p> <p><u>Proposition de l'inspection:</u></p> <p>L'inspection propose que l'exploitant fasse un rappel de cette consigne à son personnel. Un enregistrement de ce rappel doit être transmis à l'inspection sous un délai de 15 jours.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : Vérification périodique et maintenance des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2018, article 4.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, vérification des moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de son prestataire portant sur la vérification des moyens de lutte contre l'incendie en date du 17/04/2023. Les exutoires et la commande de désenfumage ont été vérifiés le 25/08/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2018, article 4.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, affichage des consignes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none">- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses,- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
Constats : Le jour de la visite, il est constaté l'affichage de consignes de toutes sortes. Certaines sont obsolètes. De plus, il est constaté que les consignes prévues à l'article 4.5.4 de l'arrêté préfectoral n° 2018-APC-37-IC du 12/04/2018 ne sont pas affichées. <u>Proposition de l'inspection:</u> L'inspection propose que l'exploitant mette à jour les consignes affichées en les complétant des consignes prévues à l'article 4.5.4 de l'arrêté préfectoral n° 2018-APC-37-IC du 12/04/2018. Une

copie des consignes et un reportage photographique sera transmis sous un délai de 15 jours à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours